XV^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage

Dakar (Sénégal), les 29 et 30 novembre 2014



Résolution sur les faux médicaments et les produits médicaux falsifiés

Nous, Chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage, réunis les 29 et 30 novembre 2014 à Dakar, au Sénégal, à l'occasion du XV^e Sommet de la Francophonie,

Rappelant notre Résolution sur le renforcement de la coopération entre les États pour lutter contre les faux médicaments et les produits médicaux falsifiés, adoptée lors du Sommet de Montreux, en 2010, et les engagements pris dans ce cadre, à la suite de l'Appel de Cotonou contre les faux médicaments, du 12 octobre 2009 ;

Constatant que la contrefaçon des produits médicaux continue à menacer gravement la santé publique ;

Considérant que pour lutter de manière efficace contre la menace mondiale que constitue la contrefaçon des produits médicaux, la coopération internationale et la coordination entre toutes les autorités nationales, régionales et internationales concernées doivent s'intensifier ;

Considérant également notre engagement pris à Montreux de demander aux instances internationales de continuer à soutenir la mise en œuvre d'actions concertées plurisectorielles aux niveaux national, régional et international ;

Saluons, à cet égard, l'adoption par le Conseil de l'Europe, le 28 octobre 2011 à Moscou, de la Convention sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique ;

Soutenons les objectifs visés par cette convention, à savoir, prévenir et combattre les menaces qui pèsent sur la santé publique en incriminant certains actes, en protégeant les droits des victimes des infractions établies conformément à ladite convention et en promouvant la coopération régionale et internationale ;

Réaffirmons le rôle fondamental que joue l'Organisation mondiale de la santé pour veiller à ce que l'innocuité, la qualité et l'efficacité des produits médicaux soient assurées ;

Sommes déterminés à poursuivre et à renforcer notre mobilisation pour faire de la lutte contre les faux médicaments et les produits médicaux falsifiés une priorité mondiale, et développer des politiques visant à assurer la disponibilité de médicaments et de produits médicaux de qualité, sûrs, efficaces et d'un prix abordable pour les populations les plus démunies, en particulier dans les pays en développement.